



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
27 août 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Communication n° 2437/2014

Décision adoptée par le Comité à sa 114^e session (29 juin-24 juillet 2015)

Communication présentée par : V. S. (représenté par un conseil,
Kestutis Stungys)

Au nom de : V. S.

État partie : Lituanie

Date de la communication : 31 octobre 2013 (date de la lettre initiale)

Références : Décision prise par le Rapporteur spécial en application des articles 92 et 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 16 juin 2014 (non publiée sous forme de document)

Date de la décision : 23 juillet 2015

Objet : Droits de l'accusé à un procès équitable et à un réexamen de la déclaration de culpabilité et de la peine par une juridiction supérieure

Question(s) de procédure : Recevabilité – défaut manifeste de fondement

Question(s) de fond : Accusé/déclaré coupable; chefs d'accusation; déclaration de culpabilité au pénal; infraction pénale; faits et preuves; procès équitable; droit de recours

Article(s) du Pacte : 14 (par. 1, 2, 5 et 7) et 15 (par. 1)

Article(s) du Protocole facultatif : 2



Annexe

Décision du Comité des droits de l'homme en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (114^e session)

concernant la

Communication n° 2437/2014*

Présentée par : V. S. (représenté par un conseil, Kestutis Stungys)

Au nom de : V. S.

État partie : Lituanie

Date de la communication : 31 octobre 2013 (date de la lettre initiale)

Le Comité des droits de l'homme, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réuni le 23 juillet 2015,

Ayant achevé l'examen de la communication n° 2437/2014 présentée par V. S. en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant tenu compte de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

Adopte ce qui suit :

Décision concernant la recevabilité

1.1 L'auteur de la communication est V. S., de nationalité lituanienne, né en 1968. Au moment de l'enregistrement de la communication, l'auteur purgeait une peine en Lituanie. Il affirme que son droit à un procès équitable et son droit de voir sa peine réexaminée par une juridiction supérieure lui ont été refusés par l'État partie, en violation de l'article 14 (par. 1, 2, 5 et 7) et de l'article 15 (par. 1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹. Il est représenté par un conseil, Kestutis Stungys.

1.2 Le 6 novembre 2014, le Comité, par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, a décidé d'examiner la question de la recevabilité de la communication séparément de celle du fond.

* Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la présente communication : Yadh Ben Achour, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Laki Muhumuza, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Victor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujall Seetulsingh, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval.

¹ Le premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte est entré en vigueur pour la Lituanie le 20 février 1992.

Rappel des faits présentés par l'auteur

2.1 L'auteur affirme qu'en 2008, une personne nommée R. l'a contacté en lui demandant de la représenter dans le cadre d'une procédure de succession et de vente de biens suite au décès de sa mère. R. a déclaré avoir besoin d'argent pour payer ses frais de subsistance et vouloir acheter un cheval ainsi que des outils agricoles pour gagner sa vie en effectuant des travaux agricoles pour ses voisins. L'auteur a accepté la demande de R. et a été autorisé à agir au nom de celui-ci pour toutes les questions concernant l'héritage et les biens de sa mère défunte.

2.2 Le 20 février 2008, R. a établi un testament et a dit à l'auteur qu'à sa mort, l'auteur hériterait de tous ses biens². Les biens de R. consistaient en trois vastes parcelles de terre, ainsi qu'en plusieurs bâtiments. Avant de terminer son testament, R. a informé le notaire qu'il n'avait pas de parents proches³.

2.3 Le 22 mai 2008, l'auteur a représenté les intérêts de R. lors de la vente de l'une des parcelles de terre appartenant à celui-ci pour une somme de 11 000 litas lituaniens⁴ et d'une deuxième de ces parcelles pour 10 000 litas⁵. Le contrat de vente et d'achat concernant la troisième parcelle devait être signé le 11 juin 2008.

2.4 Le 9 juin 2008, R. est décédé. Le 10 juin 2008, l'auteur s'est rendu au domicile de R. Les voisins de R., R. J. et B. J., lui ont dit que R. « était allongé sur le bois ». L'auteur devait apprendre plus tard que cette expression signifiait que R. était décédé mais, sur le moment, il n'a pas compris et a simplement pensé que R. n'était pas chez lui.

2.5 Le 11 juin 2008, le contrat de vente et d'achat de la troisième parcelle de terre appartenant à R. et des bâtiments attenants a été signé par l'auteur, au nom de R., ainsi que par l'acquéreur. Avant la signature, le notaire avait vérifié le registre des résidents du Ministère de l'intérieur, et, à ce moment-là, aucune information concernant le décès de R. n'y figurait. L'auteur soutient qu'il n'avait alors « aucune connaissance nette et concrète du décès [de R.] » et affirme qu'il n'a pas cherché à tromper R. ni le notaire. Le 18 juin 2008, ayant appris le décès de R., l'auteur a accepté l'héritage que R. lui avait légué par testament.

2.6 L'auteur explique que si R. était mort sans avoir fait de testament, la tante de R., J., aurait éventuellement pu hériter de son patrimoine. Il indique que le 28 octobre 2008, J., sans éléments à l'appui, a engagé deux procédures à son encontre. Elle a introduit une action civile devant le tribunal de district de Trakai, au motif que l'auteur aurait détourné des biens lui appartenant et a demandé l'annulation du contrat de vente et d'achat des terres de R. ainsi que la restitution des biens. La procédure civile contre l'auteur est toujours pendante. J. a également engagé une procédure pénale auprès du Bureau du procureur du district de Kaisiadorys, qui a ouvert une enquête préliminaire contre l'auteur le 29 octobre 2008 pour abus de confiance et faux en écritures. Le 28 mars 2011, l'auteur a été mis en examen et inculpé d'abus de confiance en vertu de l'article 182 2) du Code pénal lituanien par le Bureau du procureur du district de Kaisiadorys. Le 30 janvier 2012, le tribunal du district de Kaisiadorys a relaxé l'auteur du chef d'abus de confiance.

² L'auteur fournit une copie ainsi qu'une traduction en anglais du testament de R., daté du 20 février 2008. Le testament concerne trois parcelles de terre et les bâtiments attenants, et désigne l'auteur comme bénéficiaire.

³ Le 21 avril 2010, un expert judiciaire a confirmé et attesté que la signature sur le testament était bien celle de R. L'auteur n'a pas fourni de copie du rapport de l'expert.

⁴ Ce montant équivaut à environ 3 426 dollars É.-U.

⁵ Ce montant équivaut à environ 3 114 dollars É.-U.

2.7 Le 20 février 2012, le procureur du district de Kaisiadorys et J., en sa qualité de partie lésée, ont fait appel du jugement prononcé le 30 janvier 2012, en accusant l'auteur d'avoir dissimulé des informations concernant le décès de R. et d'avoir bénéficié de la vente de ses biens en utilisant une procuration caduque⁶. Le 18 mai 2012, le tribunal régional de Kaunas a jugé l'auteur coupable d'abus de confiance en vertu de l'article 182 2) du Code pénal lituanien et l'a condamné à deux ans de prison. L'auteur a également été condamné à verser à J. 5 000 litas lituaniens⁷ en réparation du préjudice moral et 6 800 litas⁸ au titre des frais de procédure. Le tribunal régional de Kaunas a en outre reconnu le droit de J. de demander au civil des dommages et intérêts supplémentaires pour le préjudice matériel qu'elle aurait subi.

2.8 Le 22 mai 2012, l'auteur a saisi la Cour suprême de Lituanie d'un pourvoi en cassation contre le jugement du tribunal régional de Kaunas en arguant que la loi avait été mal appliquée. Selon l'auteur, l'infraction d'abus de confiance suppose une intention frauduleuse; or, étant donné qu'il était le bénéficiaire du testament de R. et aurait pu vendre les biens en question au moment où le contrat de vente et d'achat a été signé, il était propriétaire des biens et n'était donc pas mû par une telle intention frauduleuse.

2.9 Le 21 décembre 2012, la Cour suprême a rejeté le pourvoi de l'auteur. L'auteur soutient que la Cour suprême a motivé sa décision par le fait qu'elle a seulement compétence pour examiner l'application et l'interprétation de la loi par les juridictions inférieures, et qu'elle ne réexamine pas les faits ni les éléments de preuve. L'auteur dit avoir épuisé tous les recours internes disponibles.

Teneur de la plainte

3.1 La communication a été enregistrée le 1^{er} juillet 2014. L'auteur soutient que l'État partie a violé les droits qu'il tient des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 du Pacte en le déclarant illégalement coupable d'abus de confiance⁹. Il affirme que l'infraction d'abus de confiance suppose une intention frauduleuse et l'appropriation des biens d'autrui à son propre profit, et explique à cet égard qu'il n'était pas mû par une telle intention lorsqu'il a signé le contrat de vente et d'achat au nom de R. Il argue de la partialité du jugement du tribunal régional de Kaunas en ce que celui-ci n'a pas tenu compte d'éléments démontrant son innocence. Plus précisément, l'auteur indique que lorsqu'il a signé le contrat, il a agi en vertu d'une procuration valide et n'avait pas connaissance du décès de R., survenu deux jours plus tôt. L'auteur explique de plus qu'en tout état de cause, au moment de la signature, il avait hérité des biens en tant que seul légataire de R. Il affirme par conséquent que la Cour suprême de Lituanie a commis une erreur en considérant qu'il avait conclu « un contrat illégal en vendant les biens et en empêchant des tiers d'hériter des biens de [R.] »¹⁰.

3.2 L'auteur soutient que l'État partie a violé les droits qu'il tient du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte, car il n'a pas eu la possibilité de faire pleinement réexaminer par une juridiction supérieure les éléments de preuve sur lesquels la déclaration de

⁶ L'auteur indique que le 4 mai 2011, J. a été reconnue comme victime par le tribunal local du district de Kaisiadorys et que son action a été jointe au dossier pénal n° 1-97-359/2011.

⁷ Au taux actuel de change, ce montant équivaut à environ 1 557 dollars É.-U.

⁸ Au taux actuel de change, ce montant équivaut à environ 2 118 dollars É.-U.

⁹ L'auteur allègue également une violation du paragraphe 2 de l'article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que du préambule et de plusieurs autres paragraphes du Pacte.

¹⁰ L'auteur ne précise pas en quoi les droits qu'il tient du paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte ont été violés.

culpabilité et la peine le concernant étaient fondées¹¹. L'auteur explique que la Cour suprême de Lituanie a rejeté le pourvoi qu'il avait formé contre sa condamnation après avoir examiné seulement des points de droit, sans réexaminer les faits et les éléments de preuve. Plus particulièrement, la Cour suprême a déclaré qu'elle n'était pas habilitée à se prononcer sur la suffisance et la fiabilité des preuves telles qu'elles avaient été appréciées par la juridiction d'appel, et qu'elle ne pouvait donc « rendre aucune décision sur la fiabilité des témoignages de [R. J. et B. J.] ». L'auteur fait valoir que le paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte garantit à toute personne le droit d'obtenir le réexamen de l'application de la loi et de son interprétation, ainsi qu'une nouvelle appréciation des faits (éléments de preuve) et le droit au prononcé d'une décision adéquate sur le plan procédural¹². Il affirme que, selon la jurisprudence du Comité, il y a violation du paragraphe 5 de l'article 14 s'il n'est pas procédé à un réexamen des preuves au regard desquelles une personne a été déclarée innocente par une juridiction inférieure puis condamnée en appel¹³. L'auteur soutient que la Cour suprême n'a pas analysé « les erreurs substantielles de jugement dans l'application de l'article 182 du Code pénal », parce qu'elle a conclu à tort – étant donné qu'il était le propriétaire légitime des biens en question – qu'il avait détourné frauduleusement ces biens.

3.3 L'auteur avance également que les droits qu'il tient du paragraphe 7 de l'article 14 du Pacte ont été violés parce qu'il a fait l'objet à la fois d'une action civile et d'une action pénale pour le prétendu détournement des mêmes biens. L'auteur indique que J. était partie tant à la procédure civile qu'à la procédure pénale engagées contre lui.

3.4 L'auteur affirme qu'en le déclarant coupable d'une infraction en raison de ses « relations civiles légales », l'État partie a violé les droits qu'il tient du paragraphe 1 de l'article 15 du Pacte, selon lequel nul ne devrait être condamné pour un acte qui ne constitue pas une infraction prévue par la loi. Il réaffirme être innocent de l'infraction pour laquelle il a été condamné.

Observations de l'État partie sur la recevabilité

4.1 Dans ses observations datées du 1^{er} septembre 2014, l'État partie estime que les griefs de l'auteur fondés sur l'article 14 (par. 1, 5 et 7) et l'article 15 (par. 1) du Pacte sont irrecevables étant donné que l'auteur n'a pas épuisé les recours internes utiles¹⁴.

4.2 L'État partie estime aussi que les griefs de l'auteur sont irrecevables car ils sont dépourvus de fondement. C'est généralement aux juridictions des États parties qu'il appartient d'apprécier les faits et les éléments de preuve, ou la manière dont la législation interne a été appliquée, à moins qu'il ne puisse être établi que cette appréciation ou cette application a été clairement arbitraire ou manifestement entachée d'erreurs ou a constitué un déni de justice, ou que le tribunal a d'une autre façon manqué à son obligation d'indépendance et d'impartialité. Il n'appartient pas non plus au Comité de réexaminer les constatations de fait effectuées par les tribunaux internes.

¹¹ L'auteur cite notamment les communications n° 1797/2008, *Thomas Wilhelmus Henricus Mennen c. Pays-Bas*, constatations adoptées le 27 juillet 2010; et n° 1542/2007, *Abdeel Keerem Hassan Aboushanif c. Norvège*, constatations adoptées le 17 juillet 2008.

¹² L'auteur cite les communications n° 1332/2004, *Juan Garcia Sanchez et Bievenida González Clares c. Espagne*, constatations adoptées le 31 octobre 2006; et n° 836/1998, *Kestutis Gelazauskas c. Lituanie*, constatations adoptées le 17 mars 2003.

¹³ L'auteur cite la communication n° 1381/2005, *Jacques Hachuel Moreno c. Espagne*, constatations adoptées le 25 juillet 2007.

¹⁴ L'État partie ne développe pas son argument selon lequel les recours internes n'ont pas été épuisés.

4.3 L'État partie considère que le grief de l'auteur au titre du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, selon lequel la juridiction d'appel se serait trompée en s'appuyant exclusivement sur les dépositions de deux témoins, a été rigoureusement examiné par la Cour suprême de Lituanie (cour de cassation) et a été rejeté. Il a donné lieu à des décisions motivées concluant que les allégations en question étaient dépourvues de fondement. Le simple fait que l'auteur soit en désaccord sur les constatations de la juridiction d'appel et l'interprétation des preuves ne signifie pas que la décision relative à sa culpabilité a été rendue sur la base de motifs non objectifs ou inadéquats. Tous les moyens que l'auteur a soulevés devant les juridictions internes ont été rigoureusement analysés et examinés. Le droit à un procès équitable reconnu à l'auteur ne garantit pas le droit à une certaine issue de la procédure. S'agissant de l'allégation de l'auteur selon laquelle son droit à un jugement motivé a été violé par l'appréciation des preuves et certaines formules déclaratoires de la juridiction d'appel et de la Cour suprême, respectivement, l'État partie observe que si le paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte peut être interprété comme faisant obligation aux tribunaux de motiver leurs décisions, il ne saurait pour autant être interprété comme exigeant une réponse détaillée à chaque argument avancé par l'auteur. L'État partie considère que, selon la jurisprudence du Comité, le besoin d'assurer un fonctionnement efficace de la justice peut amener les tribunaux, en particulier les plus hautes juridictions des États parties, à se contenter, en rejetant un recours, de faire leurs motifs à la base de la décision de la juridiction inférieure, de façon à pouvoir faire face à leur charge de travail. En l'espèce, la Cour suprême a rejeté le pourvoi de l'auteur parce que celui-ci n'avait présenté aucun moyen qui aurait pu justifier l'annulation de la décision rendue en appel et n'avait fait valoir aucune violation substantielle du code de procédure pénale. L'auteur n'a dès lors pas étayé, aux fins de la recevabilité, le grief selon lequel la décision de la Cour suprême ne serait pas suffisamment motivée. L'État partie considère en outre que les allégations de l'auteur selon lesquelles la décision rendue en appel serait inéquitable et reposerait sur des témoignages non fiables sont insuffisamment étayées. La juridiction d'appel s'est appuyée sur la totalité des éléments produits en l'espèce, à savoir : les témoignages oraux de nombreuses personnes, dont les deux victimes et neuf témoins devant notaire; les déclarations incohérentes de l'auteur devant la justice, qui contredisaient la déposition qu'il avait faite lors de l'enquête préliminaire, ainsi que les circonstances de l'affaire; et d'autres documents écrits.

4.4 L'État partie considère aussi que les griefs de l'auteur au titre du paragraphe 5 de l'article 14 sont irrecevables comme étant dépourvus de fondement, puisque la déclaration de culpabilité de l'auteur a été pleinement réexaminée par une juridiction supérieure. En Lituanie, le pourvoi en cassation est essentiellement un recours contre des décisions de procédure portant sur l'application de points de droit. Le Comité a noté à de nombreuses reprises que lorsque des déclarations de culpabilité sont réexaminées en cassation, les dispositions du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte sont respectées¹⁵. Selon la loi lituanienne, la cour de cassation ne procède pas à une nouvelle appréciation des éléments de preuve de l'affaire et ne rassemble pas de nouveaux éléments. Elle examine cependant les arguments énoncés dans le pourvoi, qui ont servi de base aux constatations des juridictions inférieures concernant l'établissement des faits de l'affaire et l'appréciation des preuves. En l'espèce, ainsi qu'il ressort de sa décision, la cour de cassation a effectivement réexaminé le jugement attaqué et établi qu'il n'y avait pas eu violation des règles du Code de procédure pénale. Rien ne permet de penser que la déclaration de culpabilité était fondée sur des présomptions contraires aux allégations de l'auteur. La cour de cassation a estimé que la juridiction d'appel avait clairement énoncé dans son

¹⁵ L'État partie renvoie, entre autres, à la communication n° 1389/2005, *Bertelli Gálvez c. Espagne*, décision d'irrecevabilité adoptée le 25 juillet 2005.

jugement les preuves établissant que l'auteur avait frauduleusement obtenu un droit de propriété de grande valeur, ainsi que les motifs de son jugement. La cour de cassation a déclaré avoir analysé les arguments énoncés dans le pourvoi et les avoir comparés avec les preuves retenues dans le jugement rendu en appel. En outre, aucun élément du dossier ne vient étayer l'allégation de l'auteur sur la fiabilité des témoignages de R. J. et B. J. La juridiction d'appel a noté que ces témoignages concordaient avec d'autres éléments de l'affaire et qu'il n'y avait aucune raison de penser que leurs auteurs avaient un quelconque intérêt à faire de fausses déclarations au sujet de la visite effectuée par l'auteur après le décès de R. Contrairement à l'allégation de l'auteur selon laquelle la décision rendue en appel se fondait seulement sur les témoignages de R. J. et B. J., la juridiction d'appel s'est appuyée sur la totalité des éléments du dossier. Ainsi, la déclaration de culpabilité prononcée en appel a fait l'objet d'un réexamen suffisant pour répondre aux critères établis par le paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte.

4.5 L'État partie considère aussi que la jurisprudence citée par l'auteur à l'appui de son grief tiré du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte est hors de propos. L'auteur cite de nombreuses communications concernant l'Espagne à l'appui de son argument selon lequel les faits et preuves auraient dû être réexaminés en cassation; mais la procédure espagnole de cassation est différente de la cassation lituanienne en ce que les affaires pénales qui sont portées devant la Cour suprême de Lituanie ont déjà été examinées par deux degrés de juridiction (tribunaux de première instance et d'appel), qui ont pleine compétence pour connaître des questions de fait et de droit. Si la procédure l'exige, la cour de cassation peut en outre renvoyer l'affaire pénale devant la juridiction d'appel aux fins de réexamen. De plus, en Lituanie, la cour de cassation n'est pas tenue par les critères formels stricts qui lient les juridictions de cassation espagnoles lorsqu'elles exercent leur pouvoir de réexamen de l'appréciation des preuves¹⁶. Dans le cas de l'auteur, contrairement aux affaires auxquelles celui-ci renvoie, la cour de cassation a bien réexaminé sa déclaration de culpabilité et a examiné les questions qu'il avait soulevées dans son pourvoi. L'auteur n'a donc nullement été privé de l'exercice effectif de son droit de faire réexaminer la déclaration de culpabilité prononcée par la juridiction d'appel dans son jugement. Bien que l'auteur invoque l'affaire *Gelazauskas c. Lituanie*, dans laquelle le Comité a conclu que l'État partie avait violé les dispositions du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte, le contexte de cette affaire était matériellement différent¹⁷. Dans l'affaire *Gelazauskas*, l'auteur, en 1994, avait été déclaré coupable sur la base de la législation en vigueur à cette époque, laquelle prévoyait que la Cour suprême de Lituanie statuait en tant que juridiction de première instance et que ses décisions n'étaient pas susceptibles de recours. Cette législation a depuis longtemps été abrogée, contrairement à ce qu'affirme l'auteur. Ainsi, l'affaire *Gelazauskas* est dépourvue de pertinence pour l'appréciation de la situation de l'auteur. En effet, selon la jurisprudence du Comité, la question déterminante pour apprécier le respect des dispositions du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte est celle de savoir dans quelle mesure la cour de cassation a effectivement réexaminé l'affaire. La présente affaire est comparable à l'affaire *Bertelli Gálvez c. Espagne*, dans laquelle la communication a été jugée irrecevable parce que, bien que la Cour suprême n'ait pas réexaminé les éléments de fait et de preuve retenus par le tribunal de première instance, elle avait amplement examiné les arguments présentés par l'auteur¹⁸.

¹⁶ L'État partie renvoie à la communication n° 1364/2005, *Uclés c. Espagne*, constatations adoptées le 22 juillet 2009.

¹⁷ Voir la communication n° 836/1998.

¹⁸ Voir la communication n° 1389/2005, par. 4.5.

4.6 L'État partie considère également que le grief de l'auteur fondé sur le paragraphe 7 de l'article 14 est irrecevable comme étant manifestement dépourvu de fondement, puisque l'auteur n'a pas été jugé une deuxième fois pour une infraction pour laquelle il avait déjà été condamné. Après sa condamnation au pénal, l'auteur a été jugé par le tribunal régional de Kaunas comme étant responsable au civil à l'égard de la victime J. Les affaires civile et pénale sont distinctes et le tribunal régional de Kaunas a clairement établi dans son jugement une distinction entre l'infraction pénale constituée par la fraude et le délit civil. L'État partie considère que l'auteur tente d'induire le Comité en erreur en confondant ces différents types de responsabilité.

4.7 L'État partie estime en outre que le grief de l'auteur fondé sur le paragraphe 1 de l'article 15 du Pacte est irrecevable comme étant dépourvu de fondement, car l'auteur ne soulève aucune question concernant l'application rétroactive du droit pénal. L'auteur conteste plutôt les décisions des juridictions internes qui ont estimé que ses actes étaient constitutifs d'un fait répréhensible au regard du droit pénal. Plus précisément, il soutient qu'il a été illégalement et indûment jugé coupable d'actes qui ne sauraient être considérés comme des infractions au regard du paragraphe 2 de l'article 182 du Code pénal, puisqu'il n'avait ni l'intention de recourir à une tromperie ni celle de s'approprier les biens de R. L'argument de l'auteur pourrait être considéré comme une tentative abusive d'utiliser le Comité comme un quatrième degré de juridiction pour obtenir une nouvelle appréciation des constatations des juridictions internes¹⁹. Le dossier pénal concernant l'auteur a été examiné par les tribunaux internes des trois niveaux de juridiction. La juridiction d'appel et la cour de cassation ont respecté les règles d'un procès équitable; elles ont rigoureusement examiné les allégations de l'auteur selon lesquelles il aurait été illégalement condamné sur la base du paragraphe 2 de l'article 182 du Code pénal, et ont statué sur ces allégations. L'État partie cite la décision de la Cour suprême, selon laquelle « bien que le tribunal de première instance ait motivé son jugement d'acquiescement en expliquant que les actes de [l'auteur] consistant à conclure une opération d'achat et de vente de biens immobiliers devaient être considérés comme un délit civil, [...] le collège décide que la juridiction d'appel, après avoir procédé à une appréciation plus rigoureuse des preuves et établi l'élément intentionnel des actes de l'auteur lorsqu'il a abusé le notaire, a à juste titre infirmé le jugement d'acquiescement prononcé par le tribunal de première instance et déclaré [l'auteur] coupable en vertu du paragraphe 2 de l'article 182 du Code pénal. ». L'État partie considère, dès lors que l'auteur a été jugé coupable d'un acte qui constituait manifestement une infraction au regard de la loi lituanienne au moment de sa commission, que le grief qu'il tire du paragraphe 1 de l'article 15 du Pacte est dépourvu de fondement.

Commentaires de l'auteur sur les observations de l'État partie

5.1 Dans ses commentaires du 20 octobre 2014, l'auteur déduit de l'absence d'observations de l'État partie sur son grief de violation du paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte que le grief en question n'est pas contesté.

5.2 En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, l'auteur avance que le tribunal régional de Kaunas n'a pas examiné les preuves démontrant qu'il s'était engagé dans les opérations en question en étant détenteur d'une procuration valable et bénéficiaire d'un testament officiel. Il soutient que son droit à un procès équitable a été violé parce que le tribunal régional de Kaunas et la Cour suprême n'ont pas respecté leur obligation d'examiner pleinement les preuves avant d'adopter leurs décisions. Les témoins et les témoins devant notaire n'ont produit aucune information sur les prétendus délits. Au contraire, le notaire B. a confirmé que R. avait conscience

¹⁹ L'État partie cite la communication n° 215/86, *G. A. van Meurs c. Pays-Bas*, constatations adoptées le 13 juillet 1990.

de ce qu'il faisait et agissait de son plein gré lorsqu'il a signé son testament et la procuration. Le notaire a également confirmé que la transaction dont l'auteur s'est déclaré responsable était légale. D'autres personnes ont témoigné en faveur de l'auteur, mais la juridiction n'a pas examiné ces preuves.

5.3 Eu égard au paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte, l'auteur fait valoir que la Cour suprême de Lituanie n'examine pas les éléments de preuve. Il affirme que, dans le cadre de son pourvoi en cassation, il n'a pas pu produire les éléments démontrant que les témoignages de R. J. et B. J. n'étaient pas dignes de foi, parce que les éléments susceptibles d'être examinés en cassation sont strictement limités. L'auteur soutient que le fait qu'il n'ait pas pu faire examiner les éléments de preuve par deux juridictions constitue une violation de son droit d'exercer un recours contre sa condamnation.

5.4 S'agissant du paragraphe 7 de l'article 14 du Pacte, l'auteur affirme que le 28 octobre 2008, J. a engagé deux procédures contre lui : une procédure civile devant le tribunal régional de Trakai et une procédure pénale auprès du procureur régional de Kaisiadorys. Selon l'auteur, si un individu a fait l'objet d'une procédure civile, il ne peut pas être jugé pour les mêmes faits par une autre juridiction. L'auteur soutient avoir été jugé deux fois pour la même infraction.

5.5 En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 15 du Pacte, l'auteur affirme que le tribunal de première instance a reconnu qu'il n'avait pas l'intention frauduleuse requise car il avait hérité de la propriété de R. après le décès de celui-ci, et qu'il avait été autorisé à effectuer la transaction. Il explique qu'il n'avait aucune raison de vendre la propriété de R. immédiatement, étant donné que R. était décédé (ce que l'auteur ne savait pas à ce moment-là), et qu'il aurait hérité de la totalité des biens de R. car celui-ci, dans son testament, en avait fait son seul héritier. L'auteur soutient que le tribunal régional de Kaunas et la Cour suprême n'ont pas tenu compte du fait qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse, qu'il était juridiquement bénéficiaire des biens de R., et que ses actes ne comportaient donc pas les éléments de fraude prévus au paragraphe 2 de l'article 182 du Code pénal.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

6.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément au paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même question n'était pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

6.3 Le Comité prend note des griefs de l'auteur selon lesquels l'État partie a violé les droits qu'il tient de l'article 14 (par. 1, 2 et 5) du Pacte, car : a) il a été illégalement déclaré coupable d'abus de confiance à l'issue d'une procédure pénale partielle au cours de laquelle les preuves concernant ses intentions n'ont pas été équitablement appréciées; et b) il a été privé du droit d'exercer un recours utile contre sa condamnation, la Cour suprême n'ayant pas procédé à un nouvel examen des faits et preuves examinés par le tribunal régional de Kaunas et ne l'ayant pas autorisé à présenter des éléments (non spécifiés) concernant la fiabilité des témoignages utilisés pour le déclarer coupable, ce qui a amené la Cour à rendre une décision qui, selon lui, n'était fondée sur aucun élément de preuve concret ni aucun argument juridique. Le Comité rappelle que l'article 14 garantit seulement l'égalité en matière de procédure et l'équité, mais ne saurait être interprété comme garantissant l'absence d'erreur de la

part du tribunal compétent²⁰. Le Comité constate que les allégations de l'auteur ont essentiellement trait à l'appréciation des faits et des preuves effectuée par les juridictions lituaniennes, ainsi qu'à l'application de la législation interne. Il rappelle qu'il n'est pas un organe de dernier ressort, qui serait compétent pour réexaminer les conclusions de fait ou l'application de la législation nationale, sauf s'il peut être établi que les procédures suivies par les juridictions nationales ont été arbitraires ou ont représenté un déni de justice, ou que les juridictions ont autrement manqué à leur obligation d'indépendance et d'impartialité²¹. En l'espèce, le Comité n'est pas en mesure, à partir des éléments dont il dispose, de conclure que les juridictions internes, en statuant sur le cas de l'auteur, ont agi de façon arbitraire ou que leur décision a été arbitraire ou a constitué un déni de justice. Le Comité n'estime pas non plus, sur la base des éléments qui lui ont été communiqués, que l'auteur a étayé son affirmation selon laquelle l'étendue de la compétence exercée par la Cour suprême de Lituanie lorsqu'elle est saisie d'un pourvoi aurait abouti à le priver de son droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation le concernant, conformément à la loi. Par conséquent, ces griefs sont irrecevables au regard de l'article 2 du Protocole facultatif.

6.4 S'agissant du grief que l'auteur tire du paragraphe 7 de l'article 14 du Pacte, le Comité prend note de l'argument de l'auteur selon lequel il aurait été jugé une deuxième fois pour un acte pour lequel il avait déjà été condamné, étant donné qu'une action pénale et une action civile ont été engagées contre lui pour les mêmes faits. Le Comité rappelle toutefois que la garantie énoncée au paragraphe 7 de l'article 14 ne s'applique qu'aux infractions pénales²². Le Comité considère dès lors que cette disposition n'interdit pas l'engagement de poursuites pénales contre un individu au seul motif qu'une procédure civile relative au même acte ou aux mêmes actes a été introduite contre lui. Par conséquent, cette partie de la communication ne relève pas du Pacte et est irrecevable *ratione materiae* en vertu de l'article 3 du Protocole facultatif.

6.5 Pour ce qui est du grief de violation du paragraphe 1 de l'article 15 du Pacte, le Comité note que l'auteur ne vise aucune loi qui aurait été rétroactivement appliquée dans l'affaire le concernant. Le Comité considère dès lors que ce grief n'est pas étayé et est irrecevable au regard de l'article 2 du Protocole facultatif²³.

7. En conséquence, le Comité des droits de l'homme décide :

- a) Que la communication est irrecevable en vertu des articles 2 et 3 du Protocole facultatif;
- b) Que la présente décision sera communiquée à l'État partie et à l'auteur de la communication.

²⁰ Voir l'observation générale n° 32 (2007) du Comité sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, par. 26. Voir aussi, entre autres, la communication n° 1432/2005, *Dalkadura Arachchige Nimal Silva Gunaratna*, constatations adoptées le 17 mars 2009, par. 7.3.

²¹ Voir les communications n° 1998/2010, *A.W.K. c. Nouvelle Zélande*, décision d'irrecevabilité adoptée le 28 octobre 2014, par. 9.3; n° 541/1993, *Simms c. Jamaïque*, décision d'irrecevabilité adoptée le 3 avril 1995, par. 6.2; n° 1138/2002, *Arenz et consorts c. Allemagne*, décision d'irrecevabilité adoptée le 24 mars 2004, par. 8.6; n° 917/2000, *Arutyunyan c. Ouzbékistan*, constatations adoptées le 29 mars 2004, par. 5.7; et n° 1528/2006, *Fernández Murcia c. Espagne*, décision d'irrecevabilité adoptée le 1^{er} avril 2008, par. 4.3.

²² Voir l'observation générale n° 32, par. 5. Voir aussi la communication n° 1310/2004, *Konstantin Babkin c. Fédération de Russie*, constatations adoptées le 3 avril 2008, par. 13.5.

²³ Compte tenu de ce qui précède, le Comité estime qu'il n'est pas nécessaire d'examiner l'argument de l'État partie selon lequel l'auteur n'aurait pas épuisé les recours internes.